



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Stratégie nationale bas-carbone

Question au Gouvernement n° 1148

Texte de la question

STRATÉGIE NATIONALE BAS-CARBONE

Mme la présidente . La parole est à M. Nicolas Bonnet.

M. Nicolas Bonnet . Madame la ministre de la transition écologique, en décembre dernier, la nouvelle version de la stratégie nationale bas-carbone, la SNBC, a été publiée. C'est une bonne nouvelle même si, au vu de l'urgence à agir, on ne peut que déplorer qu'elle arrive avec trois ans de retard. Si les intentions affichées sont louables, comment ne pas y voir un décalage avec les politiques menées depuis huit ans ?

Pour les transports, le premier secteur d'émissions en France, l'objectif est de réduire les émissions d'un quart d'ici 2030, c'est-à-dire demain, alors que leur niveau stagne depuis des années. Des investissements massifs dans le ferroviaire et l'électrification des voitures et des poids lourds seraient indispensables pour inverser la tendance.

Pour l'agriculture, les leviers identifiés sont les bons : soutenir l'agriculture biologique et favoriser le pâturage des bovins. Pourtant, rien n'a été fait pour aller dans ce sens. Ce n'est pas la loi Duplomb qui apportera la moindre solution. Quant à l'accord avec le Mercosur, il ne fera qu'aggraver la situation. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS.*)

Mme Cyrielle Chatelain . Il a raison !

M. Nicolas Bonnet . Dans le secteur du bâtiment, les précédents objectifs de rénovation des logements n'ont pas été atteints. Comment imaginer que les nouveaux puissent l'être sans une évolution ambitieuse de MaPrimeRénov' ?

Nous voici donc face à des objectifs partagés, qui resteront pourtant lettre morte si les moyens ne sont pas à la hauteur. Nous avons proposé des amendements au budget pour garantir les financements nécessaires, mais ils ont été rejetés par les députés censés soutenir votre gouvernement. Face à ces constats, comment comptez-vous passer des vœux aux actes et réussir là où vos prédécesseurs ont échoué ?

J'aimerais enfin rappeler que la lutte contre le changement climatique est aussi une question de souveraineté énergétique, donc d'indépendance stratégique et de sécurité. L'intervention scandaleuse des États-Unis au Venezuela, motivée par la prédation de ses ressources pétrolières, doit nous convaincre de l'impérieuse nécessité de sortir au plus vite de notre dépendance aux énergies fossiles, qui n'est rien d'autre qu'une dépendance aux pays qui les possèdent et les exploitent. (*Mêmes mouvements.*) J'invite le gouvernement, mais aussi les parlementaires de tous les bancs, à prendre conscience du caractère stratégique de la transition énergétique. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre délégué chargé de la transition écologique.

M. Mathieu Lefèvre, ministre délégué chargé de la transition écologique . Je vous remercie d'avoir rappelé le caractère ambitieux de la troisième stratégie nationale bas-carbone, présentée par Monique Barbut sous l'autorité du premier ministre, chargé de la planification écologique. Vous avez eu raison de rappeler que notre pays est exemplaire en la matière puisque, dès 2017, la France s'est dotée d'une stratégie et a fixé un objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050. La France a également, depuis 2017, une politique ambitieuse de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre : je rappelle que celles-ci ont baissé de 20 % depuis 2017, alors qu'elles n'avaient baissé que de 15 % depuis 1990.

M. Sylvain Maillard . Eh oui ! Ce sont nos résultats !

M. Mathieu Lefèvre, ministre délégué . Au niveau européen, Monique Barbut a joué un rôle déterminant : sa contribution a servi de base aux négociations européennes lors de la COP à Belém.

Monsieur le député, votre question m'amène à formuler un souhait : que notre pays se dote d'un budget pour que nous puissions investir massivement dans la transition écologique. En effet, sans budget, nos collectivités ne peuvent pas bénéficier du fonds Vert. Sans budget, nos collectivités ne peuvent pas bénéficier du fonds Chaleur, géré par l'Agence de la transition écologique. Sans budget, il est difficile, voire impossible, d'investir des crédits publics dans la décarbonation industrielle.

Mme Cyrielle Chatelain . Vous avez supprimé combien de crédits dans ce domaine l'année dernière ?

M. Mathieu Lefèvre, ministre délégué . Je pense à France 2030, mais aussi au grand plan Hydrogène et à l'ensemble des appels à projets. Sans budget – je le dis devant le ministre du logement –, il est impossible de financer le dispositif MaPrimeRenov' et de procéder à la rénovation énergétique des bâtiments. Sans budget, il est impossible de consacrer des crédits au leasing social, la grande promesse écologique populaire du président de la République. Sans budget, enfin, il est impossible de procéder à l'électrification massive des usages que le premier ministre a appelée de ses vœux.

Je souhaite que nous puissions travailler de concert pour mettre en œuvre cette stratégie nationale bas-carbone, sur la base d'un budget crédible pour la nation et la transition écologique. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EPR.*)

Données clés

Auteur : [M. Nicolas Bonnet](#)

Circonscription : Puy-de-Dôme (3^e circonscription) - Écologiste et Social

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1148

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : Transition écologique

Ministère attributaire : Transition écologique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 janvier 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 7 janvier 2026